

YOUSSEF AMRANI

Chargé de mission, cabinet royal, Maroc

Miguel Ángel MORATINOS

J'allais commencer avec Youssef Amrani, le conseiller diplomatique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ministre d'État des Affaires étrangères du Royaume du Maroc, chevronné diplomate. Il a seulement un défaut, il est du Real Madrid, moi non, mais ça, nous pouvons lui pardonner. Mais pour le reste, je crois que c'est bien de commencer par le Maroc, parce que nous sommes à Marrakech. Et Marrakech est la ville millénaire avec l'influence arabe, almoravide, méridienne, almohade...

Quelques fois, les gens du Machrek ont regardé le Maghreb à la période où tout bougeait, la situation politique bougeait autour du Machrek, des pays du Golfe, avec une certaine distance. Je ne dirais pas dédain. Le Maroc maintenant peut parler avec force de ce qu'il a fait et de sa situation, avec sa solidarité arabe et son engagement pour le Proche-Orient, du modèle qui a donné des relations et des rapports et des résultats favorables. C'est pour ça que je crois que commencer par l'Ouest peut nous donner un regard un peu plus en distance, mais également une vision claire de ce qu'il se passe au Proche-Orient.

Youssef AMRANI

Merci. Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis heureux d'être ici parmi vous et de pouvoir partager certaines préoccupations concernant la région. Bien sûr, je n'ai que huit minutes, je vais donc essayer d'être bref.

Vous nous avez invités à parler des tendances au Moyen-Orient. Je voudrais tout d'abord soulever un point particulier. Nous ne pouvons pas dissocier le Moyen-Orient, le Maghreb et le Sahel car nous sommes confrontés aux mêmes défis et aux mêmes graves menaces. Nous ne pouvons pas ignorer l'Europe en tant qu'acteur clé dans la région, notamment de par sa politique de voisinage. Je parlerai de l'Europe plus tard au cours du débat, mais permettez-moi de dire aujourd'hui que, comme vous l'avez mentionné au début, la situation actuelle dans la région est chaotique. Nous avons des défis complexes à relever, tels que la fragmentation et la déconstruction du monde arabe. Telle est la réalité. Nous n'avons pas les outils nécessaires pour gérer ces conflits au niveau du Maghreb, au niveau du Moyen-Orient. Nous avons donc besoin d'outils pour faire face à ces défis. Si nous ajoutons à cela la division au sein du Conseil de sécurité, qui empêche de gérer ce genre de conflits, nous n'allons nulle part.

Je me limiterai à trois tendances.

Premièrement, très brièvement, les conflits en cours. Malheureusement aujourd'hui, la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen s'enfoncent inexorablement vers la défaillance de l'état. Il n'y a plus d'État central efficace capable d'imposer des solutions, de promouvoir le développement, de promouvoir la démocratie ou de proposer des solutions au problème des identités parce qu'en fin de compte, le gros problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui dans notre région est le problème de l'identité, de la dimension chiite-sunnite, entre autres.

Aujourd'hui, le Moyen-Orient est l'une des rares régions dépourvue de toute apparence d'architecture de sécurité originale, d'ordre économique. Nous avons échoué au niveau de la Ligue arabe à promouvoir une approche cohérente pour gérer le conflit. Même les plans d'intégration originaux tels que le CCG ou l'Union du Maghreb Arabe n'ont pas pu avancer dans la résolution du conflit. Nous l'avons vu dans le cas de la Libye. Malgré l'accord de Skhirat, nous n'avons pas été en mesure de promouvoir une solution pour ce conflit. Ensuite, bien sûr mes collègues parleront de la question palestinienne, qui reste non résolue mais qui a été reléguée au second plan dans la hiérarchie des urgences.

Malgré le rapprochement entre le Hamas et le Fatah, sommes-nous en train d'avancer ? Mes collègues vont peut-être en parler plus tard mais en fait, nous manquons de leadership, de vision et d'engagement, non seulement de la part des acteurs régionaux mais aussi des acteurs internationaux. Nous ne pouvons pas avancer aujourd'hui dans la

résolution du conflit israélo-palestinien si nous ne disposons pas de ces trois conditions préalables que sont la vision, l'engagement et le leadership. La stratégie des deux États fonctionne-t-elle encore aujourd'hui ? Les parties sont-elles toujours engagées ?

Cela m'amène à la question de savoir pourquoi la communauté internationale n'a pas réussi à y parvenir. Pourquoi restons-nous si profondément divisés sur l'approche, les méthodes et les moyens qui peuvent nous aider à résoudre les crises en cours ? Ce conflit israélo-palestinien, qui continue à alimenter les frustrations et la violence dans le monde arabe, ne peut être dissocié de son environnement régional. Penser que le Moyen-Orient pourrait regagner en stabilité sans trouver une solution durable à ce conflit est une illusion.

La deuxième tendance. Je voudrais aborder la question des politiques inadéquates et le problème du développement économique et social dans notre région. Je pense que le déficit de gouvernance et le manque de développement aujourd'hui sont devenus plus problématiques. Si vous ajoutez à cela le manque de coopération, la faiblesse des institutions et des politiques inadéquates, nous nous retrouvons une fois de plus dans l'impasse. Je ne peux pas développer davantage ces points parce que nous n'avons pas assez de temps, mais le monde arabe doit aujourd'hui s'adapter au contexte actuel. Nous ne pouvons plus nous baser sur des valeurs partagées ou sur un langage commun, mais plutôt sur la manière de promouvoir le développement économique et la création d'emplois parce qu'en fin de compte, le nombre d'emplois créés et la croissance ajoutée sont les faits les plus importants. Malheureusement, aujourd'hui, selon les chiffres internationaux, le niveau de croissance dans le monde arabe reste très faible, avec une moyenne de 2 % pour l'année dernière. Parallèlement, le manque de gouvernance et de développement est devenu encore plus problématique. Les nombreuses crises dans notre région ont gravement touché les économies, détruit les infrastructures d'État, et réduit la place accordée aux droits de l'homme les plus fondamentaux. Dans ce contexte, il est urgent d'instaurer une coopération efficace afin de remédier au manque de collaboration régionale.

Le troisième problème est la menace terroriste. Aujourd'hui, cette menace commune pour la région est un extrémisme violent qui cherche à créer ses propres entités politiques. Il est vrai que nous avons pu vaincre ou combattre efficacement Daech et l'EI en Irak et en Syrie, mais seulement militairement. Cela nous conduit à évoquer la menace que représentent Daech et d'autres groupes radicalisés qui ont pris notre foi en otage et s'en servent pour exploiter la peur d'individus privés de droits, afin de propager la haine, l'ignorance et la division. La lutte contre le terrorisme a besoin aujourd'hui, plus que jamais, d'une approche pragmatique et responsable via une coopération efficace en matière de sécurité. Les initiatives régionales et internationales augmentent (Nations Unies, UE, Ligue des États arabes), mais la lutte contre cette grave menace nécessite davantage de progrès. Aborder la question de la lutte contre le terrorisme sous l'angle exclusif des préoccupations de sécurité est une approche incomplète impliquant des risques importants en termes de réversibilité. Ceci confirme également qu'aucun état, ni acteur multilatéral, aussi puissant soit-il, ce qui inclut aussi les interventions militaires, ne peut imposer seul des solutions pour sortir des crises et du terrorisme. Qu'est-ce que cela signifie pour notre région et pour l'avenir du Moyen-Orient ? Tout ce que je peux vous dire, c'est que les réponses à nos défis communs ont un dénominateur commun évident : nous devons travailler ensemble via une vision stratégique commune pour la région.

Enfin, nous ne devons pas blâmer les autres, la communauté internationale, nos partenaires. Nous devons faire notre part en interne dans notre région en ce qui concerne la bonne gouvernance, la démocratie, etc. Vous m'avez invité à parler du Maroc. Je pense que nous avons pu aller de l'avant dans cette région grâce au leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed VI qui a dirigé le pays selon un programme de réformes progressif, endogène et irréversible qui a aidé notre pays à développer sa résilience et à renforcer ses institutions. Ce programme était basé sur une vision (pour une société démocratique, plurielle, ouverte) et sur une approche de recherche de partenariats globaux et de solutions locales réalistes face à des problèmes précis. Le Maroc a toujours considéré le changement comme une opportunité d'amélioration et non comme une perte de temps à laquelle il convient de résister.

En définitive, je dirai que nous avons besoin de réponses collectives. Nous avons besoin d'une vision basée sur ces trois tendances. La sécurité est évidemment importante, mais également la voie politique de la démocratie et la bonne gouvernance pour lutter contre le terrorisme. Le défi majeur aujourd'hui dans notre région, dans l'ensemble du monde arabe, est de déconstruire le discours djihadiste mais aussi de proposer un autre discours. À cet égard, la cohérence des stratégies et des opérations de communication est essentielle pour contrer le discours extrémiste, dans la mesure où les efforts déployés par les États à titre individuel seront toujours insuffisants pour lutter contre une menace

planétaire. C'est à nous de mettre en place les mécanismes nécessaires, capables de protéger notre région de la menace terroriste. Cette responsabilité implique d'adopter une approche basée sur une stratégie réaliste, complète et cohérente, et de s'impliquer fortement via les médias : les chefs religieux ont un rôle très important à jouer pour prôner la paix et la tolérance. Cette stratégie ne peut être concrétisée que par des experts via une approche globale qui rassemble tous les acteurs, y compris les jeunes et les femmes. C'est important et c'est ce que nous avons fait dans notre pays.

Permettez-moi de conclure, en citant Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans son dernier discours devant le parlement, « Les Marocains ont aujourd'hui besoin d'un développement équilibré et équitable garantissant la dignité pour tous, garantissant des revenus, créant des emplois - en particulier pour nos jeunes - et contribuant à instaurer la confiance, à promouvoir la stabilité et à assurer l'intégration professionnelle, sociale et familiale. Aujourd'hui, les Marocains veulent une bonne éducation pour leurs enfants, une éducation qui garantisse l'intégration grâce aux connaissances et à la communication. Bien que le Maroc ait réalisé des progrès tangibles, qui sont reconnus dans le monde entier, nous devons admettre que notre modèle de développement national ne répond plus aux demandes croissantes et aux besoins pressants des citoyens ; ce modèle n'a pas été capable de réduire les disparités entre les différents segments de la population, de corriger les déséquilibres inter régionaux ou de parvenir à la justice sociale. À cet égard, je demande au gouvernement, au Parlement et à toutes les institutions et organes concernés - chacun dans leurs domaines de compétence respectifs - de reconsidérer notre modèle de développement afin de tenir compte de l'évolution du pays. »

Miguel Ángel MORATINOS

Merci, Youssef, pour votre présentation et votre référence au manque d'architecture de sécurité et de gestion de crise et à la fragmentation des conflits et des crises dans cette partie du monde et votre référence également à la manière dont vous devez aborder les problèmes du modèle marocain.